

L'emploi salarié reste en attente de reprise

Au premier trimestre 2015, l'économie française a rebondi (+ 0,6 %), et elle resterait bien orientée au deuxième trimestre. En Basse-Normandie, le redémarrage de l'économie de ce début d'année ne suffit pas à relancer le marché de l'emploi. L'emploi salarié se contracte à nouveau, principalement en raison d'une réduction des effectifs dans les activités de services aux entreprises et, une fois encore, dans la construction. Ce dernier secteur restant confronté à l'atonie de la demande, le marché du neuf poursuit son repli et le marché de l'entretien-rénovation peine à se maintenir. D'autre part, en dépit d'un bon démarrage pour la fréquentation touristique dans la région, l'emploi permanent se contracte également dans le commerce et dans l'hébergement-restauration. L'emploi industriel recule également, malgré la progression de l'agroalimentaire et du secteur énergie-eau-gestion des déchets. En revanche, l'intérim, qui avait connu un rebond au trimestre précédent, reste stable, à l'inverse de la tendance nationale.

Le nombre de créations d'entreprises sous le régime de la micro-entreprise chute de façon importante. Hors micro-entreprises, les créations sont en progression.

Fin mars, le taux de chômage reste stable à 9,3 % de la population active bas-normande. Il reste inférieur de 0,7 point au taux de chômage métropolitain.

Alain Coënon, Anne-Solange Gony, Matthieu Boivin (Insee)

Rédaction achevée le 7 juillet 2015

L'emploi salarié en attente de reprise

Resté stable le trimestre précédent, l'emploi salarié non agricole bas-normand repart à la baisse pour atteindre 308 500 emplois fin mars 2015. Au cours du premier trimestre 2015, 1 400 postes ont été détruits, soit une baisse de 0,5 %. Cette détérioration concerne tous les secteurs, mais elle est principalement le fait du tertiaire marchand et de la construction. En outre, l'industrie continue de perdre des emplois permanents et l'intérim a stoppé sa progression. Au niveau national, on observe une tendance légèrement plus favorable avec une stabilité de l'emploi due à une meilleure orientation du tertiaire marchand hors intérim.

Dans l'industrie, 180 emplois permanents sont détruits (- 0,2 %). La situation est comparable en France métropolitaine (- 0,3 %). Cette dégradation ne concerne pas toute l'industrie bas-normande. Les nouvelles pertes d'emplois dans la fabrication de matériels de transport (- 1,0 %) ne sont pas compensées par les embauches dans l'agroalimentaire (+ 0,6 %) et dans le secteur regroupant énergie, eau et gestion des déchets (+ 0,9 %).

Le secteur de la construction, confronté à des mises en chantier de logements neufs qui peinent à redémarrer, perd à nouveau des emplois permanents (- 1,1 %). Au niveau national, l'emploi

1 Évolution de l'emploi salarié marchand



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

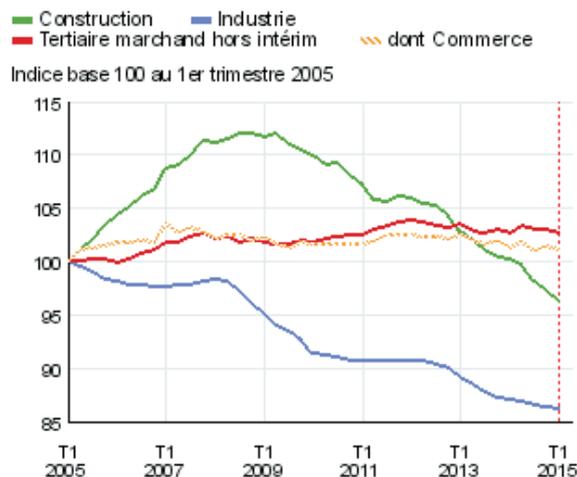
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi

permanent dans la construction continue, lui aussi, de se contracter (- 0,8 %). Depuis la fin 2008, la région a perdu proportionnellement plus d'emplois permanents dans ce secteur (- 14 %) que la France métropolitaine (- 11 %). Cela explique en partie le décrochage de l'emploi bas-normand par rapport au niveau national depuis le début de la crise.

Le tertiaire marchand hors intérim perd 860 emplois (- 0,5 %), dans la plupart des activités de services principalement fournis aux entreprises, mais aussi dans le commerce et l'hébergement-restauration. Au contraire, au niveau national, l'emploi tertiaire marchand hors intérim gagne des emplois (+ 0,3 %).

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Basse-Normandie



L'intérim, principale variable d'ajustement de l'emploi aux variations conjoncturelles, reste stable ce trimestre (+ 0,1 %), alors qu'il baisse au niveau national (- 1,6 %). Ces salariés sont comptabilisés dans le tertiaire, alors que la majorité des missions sont effectuées dans l'industrie ou la construction, qui, dans le même temps, détruisent des emplois permanents.

3 Évolution de l'emploi intérimaire



Les trois départements bas-normands subissent une dégradation de leur emploi marchand non agricole. La Manche connaît l'évolution la plus défavorable (- 0,7 %), suivie par le Calvados (- 0,4 %) et l'Orne (- 0,2 %). La construction est particulièrement à la peine dans les trois départements.

Après une stabilisation le trimestre précédent, l'emploi salarié en Basse-Normandie a donc repris sa décrue. Depuis le pic du quatrième trimestre 2007, plus de 21 000 emplois ont été détruits, principalement dans l'industrie et la construction. Cette crise a été l'occasion d'un accroissement des inégalités entre les marchés de l'emploi régionaux et en premier lieu entre celui d'Île-de-France, resté solide, et ceux de régions plus rurales. Ainsi, depuis 6 ans, le marché de l'emploi bas-normand s'est contracté dans des proportions plus importantes que le marché de l'emploi national.

Le chômage reste stable

Au premier trimestre 2015, en Basse-Normandie, le taux de chômage reste stable à 9,3 % de la population active. Il reste inférieur de 0,7 point au taux de chômage métropolitain (10 %). Sur un an, de mars 2014 à mars 2015, le taux de chômage augmente de 0,2 point en Basse-Normandie, comme en France métropolitaine.

4 Taux de chômage



Au premier trimestre, le Calvados a le taux de chômage le plus élevé (9,8 %), suivi de l'Orne (9,3 %), la Manche présentant le taux le plus faible (8,4 %). La hausse du taux de chômage s'observe dans les trois départements de la région dans des proportions équivalentes.

L'atonie du marché de l'emploi régional au quatrième trimestre est confirmée par une hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi (+ 1,8 %). Cette dégradation du marché de l'emploi touche toutes les catégories, mais avec une intensité différente. Ainsi, les demandes d'emplois progressent plus fortement chez les plus de 50 ans et chez les chômeurs de longue durée. Au total, fin mars 2015, plus de 113 000 demandeurs inscrits en Basse-Normandie étaient immédiatement disponibles pour occuper un emploi.

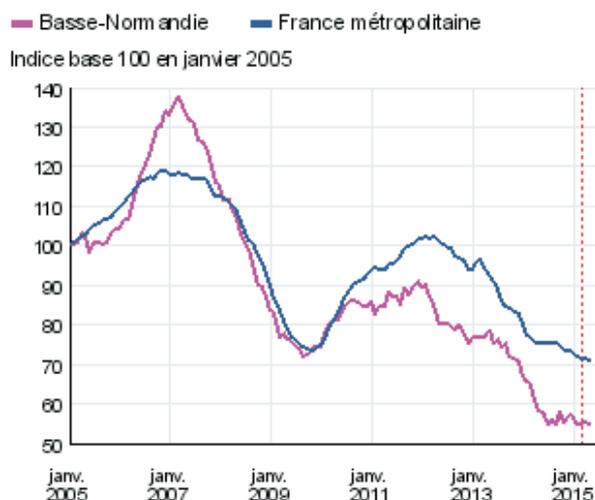
La demande reste insuffisante dans la construction

Au premier trimestre 2015, l'activité dans le secteur de la construction est toujours en berne. Le marché du neuf poursuit son repli tandis que le marché de l'entretien-rénovation peine à se maintenir. La demande tant privée que publique reste molle.

Sur 12 mois glissant, 5 800 logements ont été mis en chantier en Basse-Normandie. Sur un an, la dégradation est plus profonde dans la région qu'en moyenne nationale (- 22,7 % contre - 8,8 %). Comme au

niveau national, elle impacte plus fortement la construction de logements collectifs (- 29 %), mais est également sensible dans la construction de logements individuels (- 15 %).

5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction

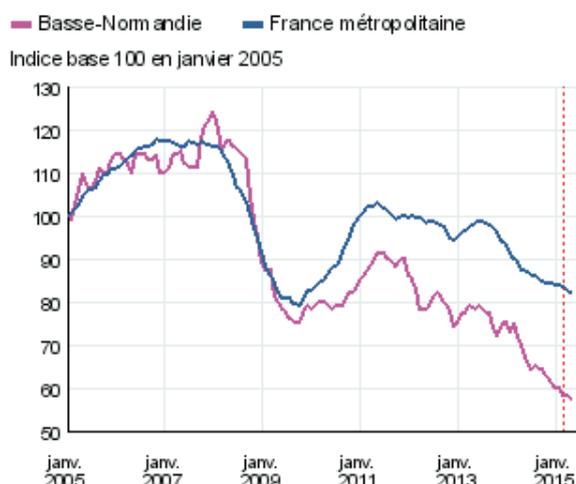


Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente le cumul des 12 derniers mois.

Source : SOeS, Sit@del2

Cependant, par rapport au dernier trimestre de 2014, le nombre de mises en chantier diminue moins fortement : - 4,9 % (-1,4 % au niveau national) du fait d'une stabilisation dans le Calvados (- 20 % sur un an mais 0 % sur un trimestre). A l'inverse, dans la Manche et l'Orne, le marché du neuf reste très dégradé (respectivement - 10,5 % et - 20 % sur un trimestre et -23 % et -33 % sur un an).

6 Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente le cumul des 12 derniers mois.

Source : SOeS, Sit@del2

Avertissement

À compter de février 2015, de nouveaux indicateurs construits à partir de la base Sit@del2 sont diffusés afin d'améliorer le diagnostic conjoncturel sur la construction de logements neufs. Ces nouveaux indicateurs visent à retracer, dès le mois suivant, les autorisations et les mises en chantier à la date réelle d'événement. Ils offrent une information de meilleure qualité que les données en date de prise en compte diffusées jusqu'à présent. Ces nouveaux indicateurs mensuels sont des séries cumulées sur 12 mois.

Les mises en chantier de locaux non résidentiels sont également en repli ce trimestre de 8,7 % (- 29 % sur un an). Dans le Calvados, cette dégradation est plus intense (- 18,4 % sur un trimestre) du fait notamment du recul important de mises en chantier de locaux industriels et de bâtiments publics. Seule l'Orne enregistre une reprise des mises en chantier de locaux non résidentiels (+ 3 %) grâce à la construction d'entrepôts et de bâtiments publics.

Dans ce contexte, le niveau d'activité des entreprises de gros œuvre est toujours orienté à la baisse. Plus de la moitié des chefs d'entreprises jugent être en capacité d'augmenter leur production avec leurs moyens actuels. Emploi et investissement sont donc toujours en berne dans le secteur.

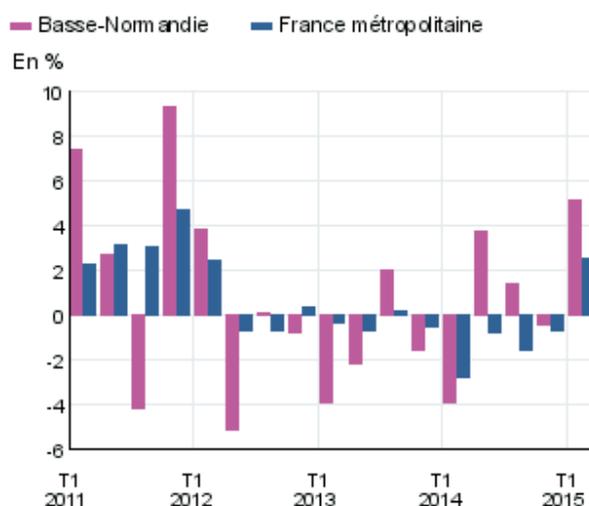
Les prix demeurent bas et l'allongement des délais de paiement clients impacte directement les trésoreries.

Les chefs d'entreprises restent pessimistes pour les mois à venir, ce qui est corroboré par la diminution de 4,3 % du nombre de permis de construire délivrés en Basse-Normandie lors de ce premier trimestre.

Dynamisme de la fréquentation hôtelière en début d'année

Au premier trimestre, la fréquentation hôtelière a augmenté de 5,1 % par rapport au premier trimestre 2014. Cette hausse est due à la fois à la clientèle française (+ 4 %) et à la clientèle étrangère (+10 %).

7 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Notes : données trimestrielles brutes. Évolution du nombre de nuitées du trimestre de l'année n par rapport au trimestre de l'année n-1. Suite au changement de classification début 2014, les données 2011 à 2013 ont été réévaluées.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE

Parmi les touristes étrangers, ce sont une nouvelle fois les Non-Européens qui ont accentué leur présence.

Les trois départements ont vu leur fréquentation augmenter : le Calvados (+ 3 %), mais plus encore la Manche (+ 9 %) et l'Orne (+ 10 %), rompant ainsi avec un dernier trimestre 2014 en demi-teinte.

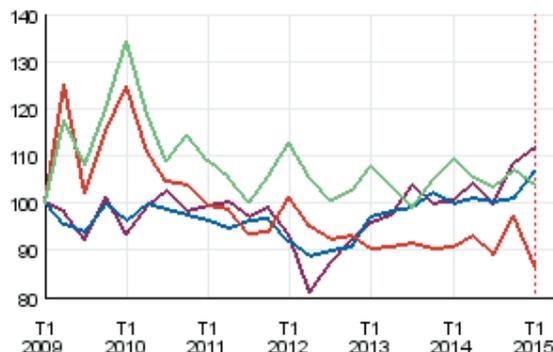
Cette hausse de la fréquentation dans les hôtels bas-normands est plus marquée que dans la moyenne des régions métropolitaines françaises (+ 2,4 %) où, comme en Basse-Normandie, la fréquentation étrangère est plus dynamique que la fréquentation française.

Chute des créations d'entreprises sous le régime de micro-entrepreneur

Après une hausse importante au trimestre précédent, le nombre de créations d'entreprises bas-normandes repart à la baisse. Ce sont près de 2 000 nouvelles entreprises qui ont vu le jour au premier trimestre (- 11,1 % contre - 3 % en France métropolitaine). Cette dégradation est le fait d'une chute spectaculaire des créations d'entreprises sous le

■ Basse-Normandie hors micro-entrepreneurs
 ■ France métro. hors micro-entrepreneurs
 ■ Basse-Normandie y/c micro-entrepreneurs
 ■ France métro. y/c micro-entrepreneurs

Indice base 100 au 1er trimestre 2009



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime de micro-entrepreneur sont brutes. Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

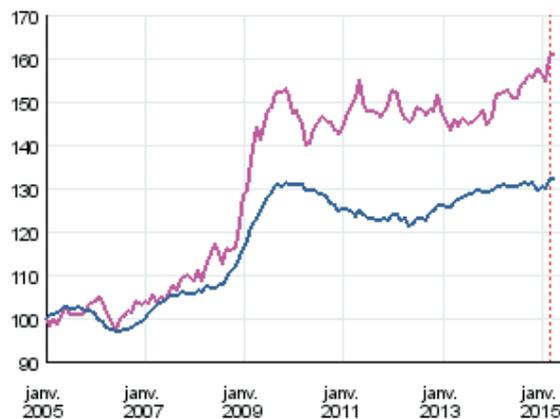
régime de micro-entrepreneur (- 24,5 % contre - 11,1 % en France métropolitaine). Inversement, les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs sont en progression (+ 2,8 % contre + 5,9 % en France métropolitaine). Pour la première fois depuis la mise en place de ce statut en 2009, les micro-entrepreneurs ne représentent plus la

Contexte national - La reprise se diffuse dans la zone euro

L'économie française a rebondi au premier trimestre 2015 (+ 0,6 %), l'ampleur résultant pour partie d'un retour à la normale des dépenses de chauffage. Au deuxième trimestre, la croissance du PIB baisserait mais resterait plus élevée (+ 0,3 %) qu'en moyenne depuis le printemps 2011 (+ 0,1 %). La consommation en resterait le principal facteur, soutenue par les hausses récentes du pouvoir d'achat. Au second semestre, l'investissement des entreprises accélérerait à son tour. Les perspectives de demande sont en hausse, comme l'indique l'amélioration du climat des affaires. Les conditions de financement s'améliorent, avec la hausse de leurs marges, grâce à la baisse du cours du pétrole, à la montée en charge du CICE et au Pacte de responsabilité. Au total, le PIB augmenterait de 0,3 % au troisième trimestre, puis de 0,4 % au quatrième trimestre. En moyenne annuelle, la croissance serait de + 1,2 %, soit la plus forte hausse depuis 2011. L'accélération de l'activité et les politiques d'allègement du coût du travail stimuleraient l'emploi, qui serait rehaussé de 114 000 postes en 2015. En conséquence, le taux de chômage se stabiliserait, à 10,4 % de la population active fin 2015.

■ Basse-Normandie ■ France métropolitaine

Indice base 100 en janvier 2005



Note : données mensuelles brutes au 11 juin 2015, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Fiben, Banque de France

majorité des créations en Basse-Normandie comme sur l'ensemble du territoire national.

En données brutes à la date de jugement, les défaillances d'entreprises sont en augmentation au premier trimestre en Basse-Normandie (+ 1,7 %) comme en France métropolitaine (+ 2,2 %). ■

Contexte international - Le climat conjoncturel est favorable dans les économies avancées mais reste dégradé dans les pays émergents

Au premier trimestre 2015, l'activité a déçu aux États-Unis et au Royaume-Uni. Dans les pays émergents, l'activité a continué de ralentir, notamment en Chine. Les échanges mondiaux se sont contractés, dans une ampleur inédite depuis la récession mondiale de 2009. En revanche, le PIB de la zone euro a gardé le rythme de croissance atteint fin 2014 (+ 0,4 %). La reprise s'y diffuse progressivement avec l'effet des baisses passées du prix du pétrole, sur la consommation des ménages, et du cours de l'euro, sur les exportations. L'activité resterait très dynamique en Espagne, grâce aussi à la vigueur de l'investissement privé. Elle accélérerait modérément en Allemagne, et plus modestement encore en Italie, dont le PIB a renoué avec la croissance début 2015. Les pays anglo-saxons regagneraient en dynamisme dès le printemps, notamment grâce à une plus grande vigueur de la consommation. Au total en 2015, le décalage conjoncturel entre les pays anglo-saxons et la zone euro tendrait à s'amenuiser. Dans les pays émergents, l'activité continuerait de tourner au ralenti, et leurs importations seraient relativement peu dynamiques.

Insee Basse-Normandie
 5 rue Claude Bloch
 BP 95137
 14024 CAEN cedex
 Tél. : 02 31 45 73 33

Directeur de la publication :
 Daniel BRONDEL
 Rédacteur en chef :
 Didier BERTHELOT
 Attaché de presse :
 Philippe LEMARCHAND
 02 31 15 11 14

ISSN 2416-8890
 © Insee 2015

Pour en savoir plus

- "La reprise se diffuse dans la zone euro", *Note de conjoncture*, Insee, juin 2015
- Indicateurs clés de la région Basse-Normandie : www.insee.fr/basse-normandie - rubrique *Tableau de bord de la conjoncture*

